Nicolas MARTIN, Antoine SPIRE, *Dieu aime-t-il les
maladies ? Les religions monothéistes face à la maladie*

Paris, A. Carrière, coll. Essai, 2004, 326 p.

Fabien Faul

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/5983>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.5983](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.5983)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2004

Pagination : 383-387

ISBN : 978-2-86480-848-0

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Fabien Faul, « Nicolas MARTIN, Antoine SPIRE, *Dieu aime-t-il les maladies ? Les religions monothéistes face à la maladie* », *Questions de communication* [En ligne], 6 | 2004, mis en ligne le 24 mai 2012, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/5983> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.5983>

propose des vues stimulantes sur les rencontres et conflits entre ces deux types de savoir et en arrive à dégager un « troisième savoir », fruit de la critique croisée des deux autres.

Les dernières contributions abordent ce que R. M. Marteleto appelle, dans l'introduction du volume, l'anthropologie de l'information – notion désignant le lieu privilégié du social à partir duquel sont discutées l'information et la connaissance. Dans « Fiction et réalité à propos de l'information dans la société d'information » (G. C. Fernandes) et « L'hypertexte comme instrument de l'information dans les réseaux de communication » (G. H. A. Freire), la discussion porte sur l'utilisation des outils techniques produits par l'homme en vue d'informer ou d'asservir. Dans le premier article, l'auteur constate que la société de l'information est le support de pratiquement toutes les sphères de décision. Ainsi la production croissante d'instruments d'information et la facilitation à leur accès génèrent-elles une situation paradoxale dans laquelle l'utilisateur voit sa liberté réduite, quand bien même l'information est-elle abondante. Par conséquent, ce dernier ne fait que reproduire les mécanismes en usage dans un contexte donné. Dans le second article, G. H. A. Freire propose une analyse de l'hypertexte comme instrument de socialisation au sein d'un univers polyphonique.

Avec « Regarder, connaître, écrire : petit essai critique sur la dictature de l'écrite » (J.A. Lacerda-Júnior) valorise des savoirs qui ne sont pas seulement fondés sur la tradition des Lumières. L'auteur compare le savoir-faire au savoir écrire et il retrace une archéologie de l'hégémonie du savoir académique. Il met en évidence certaines formes ancestrales de connaissance et les relie aux pratiques actuelles d'éducation. Pour conclure, la contribution « Société en réseaux » (R. C. Castro) présente une réflexion sur le concept de réseau afin de comprendre la place et le rôle que jouent les médias électroniques dans la société. L'auteur propose une analyse critique de

l'internet et du cyberspace fondée sur l'idée de « dématérialisation » des supports et des produits du travail humain, menant à la destruction des anciens régimes d'identité, même ceux qui sont attachés à l'espace territorial.

Les études rassemblées dans ce dossier sont le résultat de recherches issues du domaine des sciences de l'information dans différentes universités brésiliennes. Ancrées dans une perspective interdisciplinaire, elles réunissent nombre de chercheurs en sciences sociales, intéressés par le contexte communicationnel et politique de la société contemporaine. Une perspective qui implique la reprise de questions traitant des mouvements sociaux au Brésil et en Amérique latine, et l'incorporation de nouvelles sur le contexte globalisé et technologique. Ainsi les contributions sont-elles attentives à la dynamique des pratiques sociales, en interaction avec une information en mouvement. Outre une forte cohérence thématique et conceptuelle, le dossier coordonné par R. M. Marteleto est aussi original en raison du caractère critique qu'il développe pour étudier la société de l'information. Finalement, parce qu'ils s'approprient l'arsenal analytique des sciences sociales, les articles atteignent un niveau qui n'est pas seulement descriptif, mais qui associe à la rigueur théorique et méthodologique une réflexion plus profonde sur le monde.

José Wanderley Novato-Silva

*ECI – Université fédérale de Minas Gerais,
Brésil*

jwnovato@pucminas.br

Nicolas MARTIN, Antoine SPIRE, *Dieu aime-t-il les maladies ? Les religions monothéistes face à la maladie.*

Paris, A. Carrière, coll. Essai, 2004, 326 p.

L'ouvrage de Nicolas Martin et Antoine Spire présente une enquête menée auprès de quatre experts sur le statut de la maladie, la souffrance et la mort, et sur la place attribuée à la médecine dans le discours religieux. Après une présentation des problématiques abordées avec chacun (le statut des religions dans le débat public, le statut de la vie, la souffrance, la relation

médecin-patient, la maladie, les notions de responsabilité, de culpabilité et de vérité, le statut de la femme et la notion de pureté) les entretiens sont rapportés *in extenso*. Ainsi les auteurs donnent-ils la parole à Danièle Hervieu-Léger, sociologue des religions, et à trois penseurs croyants choisis pour leur indépendance d'esprit : Marc-Alain Ouaknin, pour le judaïsme, Paul Valadier pour le christianisme – en l'occurrence le catholicisme – et Soheib Bencheikh pour l'Islam. L'ouvrage se termine par une réflexion synthétique intitulée « Pour une éthique affranchie du contexte religieux » où le projet des auteurs est dévoilé : « Nous ne faisons donc pas l'apologie des religions, mais donnons à entendre combien notre rapport au soin et à la maladie est unilatéralement éclairé par le christianisme (et notamment le catholicisme). Ce dernier influence la culture laïque à laquelle se soumet un Islam soucieux aujourd'hui de ne pas se marginaliser. Quant à l'enseignement du judaïsme, il émerge rarement à proportion de la centralité du Texte/des textes dans les sociétés et les cultures juives » (p. 319).

Se pose au lecteur critique une question : cette opinion est-elle une conclusion émergeant de l'enquête ou la conviction *a priori* des auteurs ? En d'autres termes, les auteurs se sont-ils véritablement laissé dépayser par leur propre enquête et ont-ils accepté de réviser leurs présupposés pour entendre ce que les religions ont à dire aujourd'hui ? Il ne semble pas. En effet, le livre dévoile progressivement un objectif précis : montrer que les religions monothéistes – en premier lieu le catholicisme – sont un obstacle à une évolution de la législation en matière d'euthanasie volontaire. Résumons leur position : dès lors qu'une pensée énonce un interdit à un droit de demander la mort et au fait d'accéder à cette demande, cette position relève de l'imprégnation chrétienne de la société – forcément doloriste, méprisante pour le corps et obsédée de pureté – y compris lorsqu'elle émane de philosophes. Sont ainsi stigmatisés le Comité consultatif national d'éthique (sauf l'avis 63 sur

l'exception d'euthanasie), la réflexion éthique menée par l'Assistance publique des hôpitaux de Paris, notamment avec Dominique Folscheid, les liens entre Paul Ricœur et le christianisme, ceux d'Emmanuel Lévinas avec le judaïsme (pp. 299-300). Quant à l'éclairage psychanalytique de Marie de Hennezel, il est très rapidement classé du côté d'une position hégémonique et autoritaire qui confisque la parole aux patients (p. 313). Finalement, tout le travail du dernier chapitre consiste à réfuter les arguments des religieux en prenant appui sur d'autres auteurs : François Dagognet, Jean-François Collange et Robert Misrahi. Pour Nicolas Martin et Antoine Spire, notre société est sous le coup d'un interdit tacite de penser la souffrance qui sous-tend le refus des demandes d'euthanasie : « Que la culture médicale soit aujourd'hui étrangère au dolorisme n'est pas incompatible avec le fait que la décision du sujet face à sa souffrance peine à y trouver, tout comme dans la culture chrétienne, un écho favorable. Il nous semble que l'interdit de toute pensée sur la place fondamentale de la souffrance dans la demande d'euthanasie s'inscrit dans la filiation de cette lointaine histoire doloriste ; cet interdit tacite prescrit l'impossible primauté de l'interruption létale de la souffrance sur le maintien de la vie. De tels préjugés religieux travaillent sournoisement l'humanisme médical » (pp. 310-311). Mais, qu'est-ce que la souffrance qu'il est convenu aujourd'hui de distinguer clairement de la douleur ? Si la réflexion des religieux est discréditée pour cause de dolorisme tacite, les auteurs ne l'abordent pas pour autant.

Quelles que soient les convictions que l'on puisse avoir sur ses questions, on peut regretter une contradiction méthodologique dans un ouvrage qui se présente comme une enquête, tout en militant pour une conviction précise sur fond de préjugés à l'égard des religions. Alors, comment ne pas penser à une forme d'instrumentalisation des entretiens ? Le risque est de ne pas entendre les problématiques et les logiques évoquées par ces experts ni

l'univers symbolique dont ils essaient de communiquer la teneur, et qui constitue le penser croyant.

D'un point de vue sociologique, Danièle Hervieu-Léger se demande comment caractériser le religieux et quels outils se donner pour l'aborder. Elle invite à entendre la notion de filiation et de tradition comme une dimension déterminante du discours religieux et elle propose d'analyser le statut du christianisme autour de la question de l'autonomie de l'individu par rapport à l'institution (pp. 128-129). Pour sa part, Paul Valadier croit en un christianisme capable de relire et de questionner son propre passé, ses conceptualisations, et de dialoguer, fût-ce de manière critique, avec la modernité. Marc-Alain Ouaknin, quant à lui, entraîne ses interlocuteurs dans un univers marqué par la symbolique des chiffres, héritée de la kabbale. L'entretien centré sur la notion de « thérapie par le mot » manifeste bien combien cet horizon symbolique, se situe sur un autre plan que celui de la recherche d'une efficacité médicale immédiate. Soheib Bencheikh développe une pensée toute aussi insaisissable car elle émane d'un univers religieux très pluriel. Et s'il avance un principe majeur en Islam, la préservation de la vie, les conséquences normatives qu'il en tire ne coïncident pas nécessairement et systématiquement avec celles qu'en tirerait d'emblée un esprit façonné à l'occidentale.

Face à cela, on trouve la récurrence d'un questionnement « primaire » sur les liens entre pouvoir et religion, la notion de pureté, le statut des femmes et aussi des amalgames rapides entre monothéisme et intégrisme religieux (p. 73). Que le statut des religions dans notre société soit problématique est une évidence, et que cette société soit largement imprégnée du christianisme, qui en douterait ? Que les débats en bioéthique et, singulièrement, sur la fin de vie soient passionnels est un fait. Il reste que cet ouvrage nous renvoie finalement à une question qu'il ne pose pas : quels moyens la société d'aujourd'hui peut-elle se donner pour entendre et

intégrer des besoins de sens qui sont notamment formulés en termes de croyances et de spiritualités ? Les instances civiles et les instances religieuses ont en commun de devoir prendre position face à ces demandes : quelles interprétations ? Quelles collaborations ? Quelles orientations ?

Fabien Faul

THÉLÈS, université de Metz
faul.fabien@wanadoo.fr

Dans la logique de son constant souci de favoriser les échanges entre chercheurs, la rédaction de Questions de communication a estimé que la note de lecture de Fabien Faul appelait une réponse des auteurs. Ce que ces derniers n'ont pas manqué de faire.

Tout un chacun qui se lance dans un livre concernant l'attitude des religions monothéistes vis-à-vis de la santé a évidemment un point de vue de départ. Nous avons un certain âge, une expérience incontestable et derrière nous sept livres qui s'étaient donnés pour objectif de penser philosophiquement les problèmes de la santé avec, pour ne citer que quelques contributeurs : Henri Atlan, Jean Delumeau, Pascal Engel, Françoise Héritier, Julia Kristeva, Antoine Lazarus, Edgar Morin, Lucien Sfez... (coll. Santé et philosophie, dirigée par David Khayat et Antoine Spire, Paris, Éd. Le Bord de l'Eau). Toutefois, il nous semblait que nous ne pouvions pas faire ce travail sans interroger des spécialistes du fait religieux engagés ou non dans leur foi. Loin de vouloir instrumentaliser nos interlocuteurs, nous avons voulu les choisir à distance critique de l'orthodoxie pour pouvoir dialoguer d'égal à égal avec eux autant que faire se peut. Nous savions que l'une des questions essentielles que nous allions interroger était celle de la prégnance du dolorisme dans la tradition catholique. C'est avec nos interlocuteurs que nous avons pris conscience de la façon dont elle s'était insinuée dans la société française et dans le capital moral des autres religions monothéistes. Ceci dit, Danièle Hervieu-Léger nous a convaincus de ce qu'aujourd'hui plus personne ne

cherchait à souffrir ou à faire souffrir, mais que le dolorisme résiduel s'exprimait dans une acceptation parfois trop passive de cette souffrance.

Mais ce que nous avons voulu apporter sur ce thème est ailleurs : du dolorisme du XVI^e siècle aux soins palliatifs d'aujourd'hui, on retrouve des chrétiens qui en sont à l'initiative. Comment est-on passé de l'un à l'autre ? Même si ce sont plutôt des protestants qui ont initié les soins palliatifs en Angleterre et des catholiques qui se sont illustrés il y a cinq siècles dans l'exaltation du corps souffrant, y aurait-il une continuité et comment l'expliquer ? En fait, derrière cette évolution radicale se cache un reliquat de positivité de la souffrance. C'est notamment le cas de Dominique Folsheid qui établit un parallèle entre « absence de souffrance » et « déshumanisation ». Mais, curieusement, la même idée perce chez Paul Valadier qui souligne la « dignité de l'indignité » du malade souffrant.

Cet arrière-plan idéologique nous semble gêner un abord rationnel et pacifié de la question de l'euthanasie. Qu'il nous soit permis ici de dire que nous avons voulu aborder ce problème en laïcs (sans militantisme anti-religieux, mais parce que cette position n'était pas celle de nos interlocuteurs). Nous n'avons pas voulu affirmer à l'avance un point de vue plutôt qu'un autre, proposer de légiférer dans tel ou tel sens, mais recenser les impensés qui entravent une appréhension sereine de cette question. Pourquoi nombre de soignants et d'experts ne parviennent-ils pas à se résoudre à écouter et satisfaire lorsqu'elle est réaffirmée à plusieurs reprises la parole du mourant ? Il faut bien sûr – comme le Comité consultatif national d'éthique l'a précisé – garder à cette éventualité un caractère exceptionnel. Pour autant, il nous a paru honnête de convoquer et de citer des points de vues contradictoires sur cette question délicate. Notre critique peut difficilement soutenir que François Dagognet pense comme Robert Misrahi sur ce sujet. Nous nous sommes demandés si les positions de Marie de Hennezel, qui privilégie un point de vue vitaliste de l'inconscient qu'elle oppose à

une parole consciente dévalorisée, ne servaient à beaucoup de médecins – imprégnés de religions – de justificatif théorique pour ne pas se confronter avec une demande insistante qui exigeait de penser le fait de l'euthanasie. À nos yeux, le travail de Martine Ruszniewski, que nous avons cité, nous paraît plus proche de la complexité de la situation puisqu'elle évoque un moi clivé et des soignants qui tentent de faire le partage entre deux attitudes contradictoires du patient souvent présentes concurremment chez chacun (p. 312).

Autant dire que nous ne voulons pas réfuter les arguments des religieux, mais que nous aspirons à penser à distance de la tutelle religieuse. Plutôt que de penser sous la domination non-dite d'un religieux diffus, il nous paraît essentiel de confronter démocratiquement des points qui disent clairement leur origine et leur appartenance. Évoquer l'autonomie de l'individu religieux ne signifie pas qu'il est indemne d'une influence non consciente de son patrimoine religieux. Le problème essentiel est qu'il est difficile de s'y soustraire parce que, comme le dit William Faulkner, le présent c'est du passé, bien plus ce passé est radioactif comme le dit Christa Wolf et l'ignorance de ce qui pèse de la religion du passé sur nos consciences d'aujourd'hui incite les soignants à suivre une pente qui n'est pas toujours celle de la rationalité la mieux informée.

Notre critique cite étrangement les deux non chrétiens que nous avons interrogés et oppose la thérapie par le mot de Marc-Alain Ouaknin à notre souci « d'efficacité médicale ». Le procès est dénué de sens car si nous avons accordé une telle place à ce philosophe rabbin, c'est que nous sommes convaincus qu'il y a chez lui une piste fructueuse pour penser autrement notre rapport à la maladie à partir de la centralité des textes bibliques et talmudiques. Il en est de même avec Soheib Bencheikh dont le plaidoyer musulman pour la vie nous a paru à la fois hétérodoxe et stimulant mais que notre lecteur réduit à une « pensée insaisissable », comme si son œil occidental avait quelque difficulté à découvrir une

tradition différente de la sienne. Le tranchant politique de cette lecture de l'Islam va à rebours de tous les intégrismes et cette courageuse prise de parti est aujourd'hui précieuse.

On peut se demander si notre lecteur n'est pas travaillé par une certaine conception de la pureté qui lui ferait récuser comme primaire toute critique du catholicisme et de son influence sur la laïcité. On aimerait connaître les critiques secondaires non élucidées ici parce que, en fait, Fabien Faul est convaincu que la seule tradition pure est celle du catholicisme. Que ne le dit-il simplement ! Cela faciliterait le dialogue. Et de notre point de vue, c'est cette confrontation des croyances assumées comme telles qui est riche.

Nicolas Martin et Antoine Spire
vitanova@mageos.com
a.spire@wanadoo.fr

Michel MATHIEN, *Économie générale des médias*.

Paris, Éd. Ellipses, coll. Infocom, 2003, 240 p.

Dans la présente parution, la dynamique du fonctionnement de l'économie des médias a permis à Michel Mathien de considérer la presse, la radio et la télévision comme les « produits » d'une entreprise de communication de masse dont l'étude mêle inter- et transdisciplinarité. Chacune des trois parties exploite un domaine particulier du secteur où enjeux et perspectives sont clairement mis en avant.

La première contextualise l'entreprise médiatique et montre que, pour être viable, elle est contrainte à diversifier ses activités en engageant des stratégies de « concentrations verticales » qui intègrent la production, la diffusion et la distribution de programmes, ou de « concentrations horizontales » qui relient, par exemple, l'audiovisuel et la presse. L'auteur passe en revue les structures fondamentales du cheminement de l'information dont les médias font usage ; néanmoins, au-delà, il démontre que chaque média doit être reconnu « dans sa spécificité contractuelle pour que le public, avec lequel il construit son association de systèmes symboliques

ainsi que son évolution, lui soit fidèle le plus longtemps possible » (p. 26). Dans le prolongement de ce constat, il explique – à juste titre – que le fait de produire ou de collecter une information occasionne des coûts financiers qui vont de pair avec d'importants coûts énergétiques, temporels et psychologiques. Statistiques récentes à l'appui, il prouve que le marché publicitaire, malgré son effective interdépendance avec l'activité médiatique, se développe aujourd'hui – en partie – grâce au hors-médias.

La deuxième partie parcourt les spécificités de la presse écrite française. En montrant d'entrée de jeu les limites des classifications généralement établies par les éditeurs, Michel Mathien rend compte du rôle de la Direction du développement des médias (DDM) et de ses capacités à établir une typologie de référence précise. « La presse d'information générale et politique nationale », « la presse d'information générale et politique locale », « la presse spécialisée grand public », « la presse spécialisée technique et professionnelle » en sont les principales catégories même si, comme il le fait remarquer, la tendance actuelle est à la concentration qui « s'impose souvent dans un cadre conjoncturel fragile dans lequel des investisseurs financiers ou industriels, nouveaux ou aguerris, estiment pouvoir mener conjointement des actions globales ou locales par des économies d'échelle » (p. 83). Force est de constater que la gestion des groupes de presse fait émerger de nombreuses contraintes : les coûts de fabrication, la périodicité, le tirage, les modalités de vente, la zone de diffusion et les invendus sont autant d'éléments qui, s'ils sont maladroitement évalués et équilibrés, peuvent lui nuire. À cela s'ajoute le problème de la fréquence de lecture de la presse en tout genre, et donc de sa consommation, dont l'auteur nous livre des aperçus qui peuvent parfois surprendre. Entre le milieu des années 70 et la fin des années 90, les lecteurs ont consulté de plus en plus sporadiquement les quotidiens d'information – 55 % en 1973 contre 36 % en 1997 (lecture journalière) – tandis qu'ils consacrent plus de temps aux magazines de